

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage , Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Electronics, Simulators and Defence Systems Div.
/Division des systèmes électroniques et des systèmes de
simulation et de défense
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
8C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Polar Over-the-Horizon Radar Phase4 Radar Polaire Transhorizon RPT	
Solicitation No. - N° de l'invitation W7714-228152/B	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client W7714-228152	Date 2024-01-12
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QF-125-29258	
File No. - N° de dossier 125qf.W7714-228152	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2024-03-28 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lacoursiere, Paul	Buyer Id - Id de l'acheteur 125qf
Telephone No. - N° de téléphone (343) 551-1529 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein
Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La Première Modification

L'objectif de la première modification POTHHR du radar polaire au-dessus de l'horizon est d'apporter des modifications aux critères d'évaluation dans les modalités, l'annexe B et l'annexe E. La modification vise également à mettre à jour les informations et les dates dans l'annexe H.

Dans la section Conditions générales.

Partie 4 : Procédures d'évaluation et méthode de sélection

Au paragraphe 4.1 (a)

Supprimer (40-40-20)

Insérer (50-35-15)

En 4.2 Méthode de sélection

Supprimer : 4.2 Méthode de sélection dans son intégralité

Insérer : Nouvelle section 4.2 Méthode de sélection ci-dessous.

4.2 Méthode de sélection

Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique, du prix et de la participation des Autochtones

- a) La méthode de sélection correspond à la combinaison optimale d'un prix avantageux, du mérite technique, d'une bonne qualité et de l'éventail des avantages offerts en général à l'État et à la population canadienne, comme décrit dans les critères d'évaluation de la demande de soumissions. Le soumissionnaire ayant obtenu la note totale pondérée la plus élevée sera recommandé pour l'attribution du contrat.

L'évaluation du rapport qualité-prix offert par chaque soumission recevable se fera selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Note obtenue pour l'aspect technique} \times 50}{\text{Note maximale attribuable aux soumissions (170 points)}} + \frac{\text{Prix de la soumission recevable la plus basse} \times 35}{\text{Prix évalué total de la soumission du soumissionnaire}} + \frac{\text{Note obtenue pour la participation des Autochtones} \times 15}{\text{Note maximale attribuable aux soumissions (50 points)}} = \text{Note totale pondérée}$$

- b) **Quand le résultat d'un calcul comprendra une décimale, il sera arrondi au centième près.**

Par exemple :

i) 7,254 arrondi au centième près = 7,25

ii) 7,255 arrondi au centième = 7,26

- c) Au terme des évaluations à la phase 3 du Processus de conformité des soumissions en phases (PCSP), le soumissionnaire conforme qui aura obtenu la note totale pondérée la plus élevée (meilleur rapport qualité-prix) sera recommandé pour l'attribution du contrat.
- d) Veuillez consulter le point 3.1.1 de ce volume pour déterminer le prix évalué total de la soumission de chaque soumissionnaire
- e) En cas d'égalité, l'entrepreneur dont le prix évalué total de la soumission est le plus bas sera recommandé pour l'attribution du contrat.

Exemple d'évaluation (50-35-15)

Méthode de sélection – Note combinée la plus élevée pour le mérite technique (50 %), le prix (35 %) et le PPA (15 %)				
		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique		156	151	127
Prix évalué de la soumission		550 000,00 \$	500 000,00 \$	450 000,00 \$
Note pour la participation des Autochtones		30	40	40
Calculs	Note pour le mérite technique	$156/170 \times 50 = 45,88$	$151/170 \times 50 = 44,41$	$127/170 \times 50 = 37,35$
	Note pour le prix	$45/55 \times 35 = 28,64$	$45/50 \times 35 = 31,50$	$45/45 \times 35 = 35,00$
	Note pour le PPA	$30/50 \times 15 = 9$	$40/50 \times 15 = 12$	$40/50 \times 15 = 12$
Note combinée		83,52	87,91	84,35
Classement global		3 ^e	1 ^{er}	2 ^e

Annexe B

Supprimer : Annexe B dans son intégralité

Insérer : Nouvelle annexe B ci-dessous.

Annexe E

Supprimer : Annexe B dans son intégralité

Insérer : Nouvelle annexe B ci-dessous.

Annexe H

Supprimer : Annexe B dans son intégralité

Insérer : Nouvelle annexe B ci-dessous.

Tous les autres termes et conditions restent les mêmes

ANNEXE B
DOCUMENT D'ÉVALUATION

Première partie : évaluation technique

Deuxième partie : évaluation financière

Troisième partie : Évaluation de la participation autochtone

Quatrième partie : Méthode de sélection

REMARQUE Veuillez soumettre votre réponse dans des documentations distinctes :

Annexe B Document d'évaluation technique

CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES ET COTÉS

1. Critères techniques obligatoires

Une répartition des critères techniques obligatoires est présentée dans le tableau 1-1 ci-dessous.

Tableau 1-1 : Critères techniques obligatoires

	Critères obligatoires	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	À l'usage du Canada		
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Conforme	Non conforme
O1	<p>Approche technique du projet</p> <p>Dans le cadre de la soumission, le soumissionnaire doit démontrer de quelle façon les marchandises à livrer seront conformes à l'énoncé des besoins (EB), décrit à l'appendice A de l'annexe A, Énoncé des travaux (EDT). Cette démonstration doit comprendre a des réponses à chaque exigence individuelle de l'EB, où chaque réponse doit démontrer au Canada, à sa seule discrétion, que le soumissionnaire comprend l'exigence correspondante et doit expliquer de quelle façon les marchandises livrées seront conformes à cette exigence.</p> <p>De plus, l'approche technique du projet doit fournir les renseignements suivants :</p> <p>a) une étude conceptuelle des marchandises livrées;</p> <p>b) une analyse des exigences approximatives d'alimentation des marchandises livrées;</p> <p>c) les aménagements possibles pour les abris</p>				

	Critères obligatoires	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	À l'usage du Canada		
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Conforme	Non conforme
O2	<p>Expérience d'entreprise</p> <p>Le soumissionnaire, ou partenaire(s)/sous-traitant (s), ci- après appelé l'équipe soumissionnaire, doit avoir réalisé, au cours des dix (10) années qui précèdent la date de clôture de la période de soumission, au moins trois (3) projets, en tant que principal entrepreneur, en émission ou en réception de radiofréquences, de complexité similaire à la portée décrite à l'annexe A, Énoncé des travaux (EDT), dont deux (2) projets doivent avoir une valeur minimale de deux (2) million de dollars canadiens, taxes applicables en sus. Cette exigence peut être satisfaite grâce a une combinaison d'expérience du soumissionnaire, ou partenaire(s)/ sous- traitant(s).</p> <p>Afin de démontrer cette expérience exigée, le soumissionnaire doit fournir au minimum les renseignements suivants pour chaque projet :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le titre du projet;b) l'organisme pour lequel les travaux ont été accomplis;c) les dates de début et de fin du projet;d) une description du rôle de l'équipe soumissionnaire au sein du projet et du travail effectué;e) une description détaillée des travaux de radiofréquences et une explication qui confirme la pertinence du travail par rapport à l'EDT;f) la valeur de chaque projet;g) le nom d'une référence pour chaque projet qui				

	Critères obligatoires	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	À l'usage du Canada		
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Conforme	Non conforme
		Pour chaque référence, le soumissionnaire doit fournir des coordonnées valides de manière que le Canada puisse, à son gré, communiquer avec les clients pour s'assurer de la véracité des renseignements fournis. Comme coordonnées, il doit indiquer le nom et l'adresse de l'entreprise, du ministère ou de l'organisme où le service a été fourni, ainsi que le nom, le titre et le numéro de téléphone d'une personne-ressource dans l'organisme en mesure de valider l'information.			
O3	Structure organisationnelle de l'organisme La proposition du soumissionnaire doit préciser l'équipe proposée qui accomplira les travaux décrits à l'annexe A, Énoncé des travaux (EDT). L'équipe proposée doit compter, au minimum, un (1) gestionnaire de projet, ayant au moins sept (7) ans d'expérience en gestion de projet, un (1) chef d'équipe en génie des systèmes, ayant au moins dix (10) ans d'expérience en ingénierie des systèmes radiofréquences sur le terrain, et un (1) ingénieur système, ayant au moins cinq (5) ans d'expérience en ingénierie des systèmes radiofréquences sur le terrain. Les renseignements suivants, au minimum, doivent être fournis pour chaque membre de l'équipe proposée : a) le nom et le titre; b) le titre, le rôle et les responsabilités pour l'accomplissement du travail décrit dans l'EDT; c) le rôle et les responsabilités au sein de la structure organisationnelle de l'organisme;				

	Critères obligatoires	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	À l'usage du Canada		
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Conforme	Non conforme
	aux travaux décrits à l'EDT.				
O4	<p>Documents de gestion de projet</p> <p>Le soumissionnaire doit soumettre un plan de gestion du projet et un plan de gestion des risques qui décrivent l'approche et la méthodologie à entreprendre afin d'accomplir les travaux décrits à l'annexe A, Énoncé des travaux (EDT). Les documents de gestion de projet doivent comporter les éléments suivants :</p> <p>a) l'organisation, les responsabilités et l'approche en matière de communications de l'équipe;</p> <p>b) l'approche de gestion en matière de planification, d'intégration et de surveillance de projet;</p> <p>c) la gestion des autorisations de tâches;</p> <p>d) la vérification de la conformité, l'accès aux travaux et l'établissement de rapport.</p> <p>e) la matrice d'attribution des responsabilités (MAR) qui décrit les secteurs de responsabilité des membres de l'équipe du soumissionnaire.</p> <p>L'organisation de l'équipe doit présenter une méthode de rendement et d'administration des travaux efficace ayant peu ou pas de risque de non-respect du calendrier et du budget.</p> <p>Le soumissionnaire doit également fournir un calendrier détaillé qui présente tous les éléments des travaux à accomplir. Ce calendrier doit comprendre, pour chaque</p>				

	Critères obligatoires	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	À l'usage du Canada		
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Conforme	Non conforme
	<p>cerner méticuleusement les risques associés à l'exécution des travaux, suivre leur évolution pendant la durée du contrat et fournir des stratégies d'atténuation des risques judiciaires et pouvant être mises en œuvre raisonnablement et avec succès.</p> <p>Les documents de gestion de projet doivent comporter un plan complet sur la gestion des autorisations de tâches. Il faut aussi fournir des plans d'urgence détaillés qui comprennent le processus d'ajout d'une capacité d'appoint supplémentaire.</p> <p>L'approche proposée doit également assurer que le Canada aura transparence totale et accès, au moment opportun, aux travaux, pendant toute la durée du contrat, pour participer ou assister à la vérification des systèmes et des sous-systèmes, et à la vérification de la conformité de l'entrepreneur aux éléments indiqués dans l'énoncé des besoins (EB).</p>				
O5	Autorisation des tâches Le soumissionnaire doit proposer, dans le volet des autorisations de tâches de l'annexe A, Énoncé des travaux (EDT), au moins une (1) ressource pour chaque catégorie de ressources du tableau 1-2 ci-dessous. Il doit démontrer, à la satisfaction du Canada, que tout le personnel proposé satisfait aux exigences en ce qui concerne la formation minimale obligatoire, l'expérience minimale obligatoire et les connaissances acquises par l'expérience.				

Tableau 1-2 : Catégorie de ressources – Autorisation de tâches

Catégorie de ressources	Formation obligatoire ou connaissances acquises par l'expérience	Expérience	À l'usage du Canada	
			Conforme	Non conforme
Gestionnaire de projet	<ul style="list-style-type: none"> Certificat, diplôme ou grade en génie, physique, sciences, mathématique ou gestion de projet d'un établissement d'enseignement postsecondaire canadien reconnu, ou un équivalent acceptable (tel que déterminé par un des organismes cités par le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux [CICDI]) d'un établissement étranger. <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> Sept (7) ans d'expérience acquise au cours des dix (10) dernières années à titre de spécialiste en gestion de projets. 	<ul style="list-style-type: none"> Au moins sept (7) ans d'expérience en gestion de projets au cours des dix (10) dernières années d'une complexité et d'une portée similaires. Une complexité et une portée similaires font référence à des contrats de recherche et développement pour la défense ou la sécurité d'une valeur de plus d'un (1) million de dollars. 		
Ingénieur principal des systèmes	<ul style="list-style-type: none"> Un diplôme de premier cycle dans un programme avec spécialisation dans un domaine de génie, de sciences ou de mathématique d'une université canadienne reconnue, ou un équivalent acceptable (tel que déterminé par l'un des organismes cités par le CICDI) d'un établissement étranger. <p>OU</p>	<ul style="list-style-type: none"> Au moins six (6) ans d'expérience comme ingénieur des systèmes au cours des dix (10) dernières années dans le domaine de l'émission ou de la réception de radiofréquences. <p>ET</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins trois (3) ans d'expérience en sciences ou en génie au cours des dix (10) dernières années dans l'intégration et le développement de plateformes d'émission ou de réception de radiofréquences. 		

Catégorie de ressources	Formation obligatoire ou connaissances acquises par l'expérience	Expérience	À l'usage du Canada	
			Conforme	Non conforme
	<ul style="list-style-type: none"> Six (6) ans d'expérience acquise au cours des dix (10) dernières années à titre d'ingénieur système. 			
Ingénieur système	<ul style="list-style-type: none"> Un diplôme de premier cycle dans un programme avec spécialisation dans un domaine de génie, de sciences ou de mathématique d'une université canadienne reconnue, ou un équivalent acceptable (tel que déterminé par l'un des organismes cités par le CICDI) d'un établissement étranger. <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> Quatre (4) ans d'expérience acquise au cours des dix (10) dernières années à titre d'ingénieur système. 	<ul style="list-style-type: none"> Au moins quatre (4) ans d'expérience comme ingénieur des systèmes au cours des dix (10) dernières années dans le domaine de l'émission ou de la réception de radiofréquences. <p>ET</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins trois (3) ans d'expérience en sciences ou en génie au cours des dix (10) dernières années dans l'intégration et le développement de plateformes d'émission ou de réception de radiofréquences. 		
Ingénieur principal en logiciel	<ul style="list-style-type: none"> Certificat, diplôme ou grade en informatique, génie, physique, sciences ou mathématique, d'un établissement d'enseignement postsecondaire canadien reconnu, ou un équivalent acceptable (tel que déterminé par un des organismes cités par le CICDI) d'un établissement étranger. <p>OU</p>	<ul style="list-style-type: none"> Au moins six (6) ans d'expérience en génie logiciel au cours des dix (10) dernières années. <p>ET</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins trois (3) ans d'expérience en développement d'applications logicielles au cours des dix (10) dernières années pour des plateformes d'émission de radiofréquences. 		

Catégorie de ressources	Formation obligatoire ou connaissances acquises par l'expérience	Expérience	À l'usage du Canada	
			Conforme	Non conforme
	<ul style="list-style-type: none"> Six (6) ans d'expérience acquise au cours des dix (10) dernières années à titre d'ingénieur en logiciel. 			
Ingénieur en logiciel	<ul style="list-style-type: none"> Certificat, diplôme, ou grade en informatique, génie, physique, sciences ou mathématique, d'un établissement d'enseignement postsecondaire canadien reconnu, ou un équivalent acceptable (tel que déterminé par un des organismes cités par le CICDI) d'un établissement étranger. <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> Quatre (4) ans d'expérience acquise au cours des dix (10) dernières années à titre d'ingénieur en logiciel. 	<ul style="list-style-type: none"> Au moins quatre (4) ans d'expérience en génie logiciel au cours des dix (10) dernières années. <p>ET</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins trois (3) ans d'expérience en développement d'applications logicielles de traitement des signaux numériques ou d'émission de radiofréquences au cours des dix (10) dernières années. 		
Ingénieur en matériel informatique principal	<ul style="list-style-type: none"> Un diplôme de premier cycle dans un programme de génie avec spécialisation en électronique, électricité, hyperfréquences ou mécanique, d'une université canadienne reconnue, ou un équivalent acceptable (tel que déterminé par l'un des organismes cités par le CICDI) d'un établissement étranger. <p>OU</p>	<ul style="list-style-type: none"> Au moins six (6) ans d'expérience en génie électronique ou des micro-ondes au cours des dix (10) dernières années. <p>ET</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins trois (3) ans d'expérience en développement de circuits et d'applications complexes de traitements des signaux au cours des dix (10) dernières années. 		

Catégorie de ressources	Formation obligatoire ou connaissances acquises par l'expérience	Expérience	À l'usage du Canada	
			Conforme	Non conforme
	<ul style="list-style-type: none"> Six (6) ans d'expérience acquise au cours des dix (10) dernières années à titre d'ingénieur en matériel informatique. 			
Ingénieur en matériel informatique	<ul style="list-style-type: none"> Un diplôme de premier cycle dans un programme de génie avec spécialisation en électronique, en électricité, en hyperfréquences ou en mécanique, d'une université canadienne reconnue, ou un équivalent acceptable (tel que déterminé par l'un des organismes cités par le CICDI) d'un établissement étranger. <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> Quatre (4) ans d'expérience acquise au cours des dix (10) dernières années à titre d'ingénieur en matériel informatique. 	<ul style="list-style-type: none"> Au moins quatre (4) ans d'expérience en génie électronique ou des micro-ondes au cours des dix (10) dernières années. <p>ET</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins deux (2) ans d'expérience en conception de matériel, développement et essai de systèmes d'émission de radiofréquence au cours des dix (10) dernières années. 		
Technologue	<ul style="list-style-type: none"> Certificat, diplôme ou grade dans la discipline de l'électronique, de la mécanique ou des hyperfréquences, d'un établissement d'enseignement postsecondaire canadien reconnu, ou un équivalent acceptable (tel que déterminé par un des organismes cités par le CICDI) d'un établissement étranger. 	<ul style="list-style-type: none"> Au moins six (6) ans d'expérience à titre de technologue en électronique, mécanique ou hyperfréquences au cours des dix (10) dernières années. <p>ET</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins trois (3) années d'expérience à titre de technologue en matériel informatique au cours des dix (10) dernières années. 		

Catégorie de ressources	Formation obligatoire ou connaissances acquises par l'expérience	Expérience	À l'usage du Canada	
			Conforme	Non conforme
	OU <ul style="list-style-type: none">Six (6) ans d'expérience acquise au cours des dix (10) dernières années à titre de technologue en électronique, en mécanique ou en hyperfréquences.			
Assembleur		<ul style="list-style-type: none">Au moins trois (3) années d'expérience à titre d'assembleur ou de monteur au cours des dix (10) dernières années.		

2. Critères techniques cotés

Une répartition des critères techniques cotés est présentée dans le tableau 2-1 ci-dessous. Pour être sélectionnée, la soumission doit satisfaire à la note minimale obligatoire pour chaque critère décrit au tableau 2-2.

Tableau 2-1 : Critères techniques cotés

Critères cotés	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points accordés
C1	Approche technique du projet			
	L'approche technique du projet décrite au point O1 sera évaluée de façon plus détaillée selon les éléments suivants :			
	1. Concept initial		0 point : Le soumissionnaire ne fournit pas une vue intégrale, sous forme d'une liste ou d'un schéma fonctionnel annoté, ni un choix d'équipement initial qui conforme à toutes les exigences obligatoires à	

Critères cotés	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points accordés
		<p>l'annexe A, Énoncé des travaux (EDT).</p> <p>5 points : Le soumissionnaire fournit une vue intégrale, sous forme d'une liste ou d'un schéma fonctionnel annoté, d'une manière qui conforme à toutes les exigences obligatoires à l'annexe A, EDT.</p> <p>10 points : Le soumissionnaire fournit une vue intégrale, sous forme d'une liste ou d'un schéma fonctionnel annoté, ainsi que l'identification complète du choix d'équipement initial qui sont tous deux de manière qui conforme à toutes les exigences obligatoires à l'annexe A, EDT.</p> <p>20 points : Le soumissionnaire fournit une vue intégrale, sous forme d'une liste ou d'un schéma fonctionnel annoté, ainsi que l'identification complète du choix d'équipement initial et décrit comment l'équipement proposé respectera, au minimum, les valeurs de rendement exigées qui sont énoncées à l'annexe A, EDT.</p>		
2. Exigences d'alimentation électrique		<p>0 point : Le soumissionnaire ne fournit pas de preuves du respect des exigences d'alimentation.</p>		

Critères cotés	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points accordés
		3 points : Le soumissionnaire indique les exigences d'alimentation électrique de certains équipements, mais pas de tous. 5 points : Le soumissionnaire fournit les exigences d'alimentation électrique de tout l'équipement. 0 point : Le soumissionnaire ne fournit pas de possibilité d'aménagement.		
3. Aménagement d'abris		3 points : Le soumissionnaire fournit une possibilité d'aménagement ainsi qu'une justification. 5 points : Le soumissionnaire démontre que l'aménagement d'abris proposé respecte les contraintes de dimensions et de poids décrites à l'annexe A, EDT.		
			Total	
			Note minimale obligatoire : 16	
			Maximum des points : 30	
C2	Expérience d'entreprise			
	Les projets d'émetteurs cités par l'équipe soumissionnaire et décrits au point O2 seront évalués de façon plus détaillée selon les éléments suivants :			
1. Émetteurs		0 point : Aucun des projets n'inclut de générateurs de formes d'onde numériques, de convertisseurs		

Critères cotés	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points accordés
		numériques-analogiques ou d'amplificateurs haute puissance. 10 points : Un (1) projet comprenant des générateurs de formes d'onde numériques, des convertisseurs numériques-analogiques ou des amplificateurs haute puissance. 20 points : Deux (2) projets comprenant chacun des générateurs de formes d'onde numériques, des convertisseurs numériques-analogiques ou des amplificateurs haute puissance. 30 points : Au moins trois (3) projets comprenant chacun des générateurs de formes d'onde numériques, des convertisseurs numériques-analogiques ou des amplificateurs haute puissance.		
			Total	
			Note minimale obligatoire : 10 Maximum des points : 30	
C3	Expérience d'entreprise Les projets de récepteurs cités par l'équipe soumissionnaire et décrits au point O2 seront évalués de façon plus détaillée selon les éléments suivants :			
	1. Récepteurs		0 point : Aucun des projets n'inclut de récepteurs radio, de convertisseurs analogiques-numériques ou d'enregistreurs de données.	

Critères cotés	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points accordés
		5 points : Un (1) projet comprenant des récepteurs radio, des convertisseurs analogiques-numériques ou des enregistreurs de données. 10 points : Deux (2) projets comprenant chacun des récepteurs radio, des convertisseurs analogiques-numériques ou des enregistreurs de données. 15 points : Au moins trois (3) projets comprenant chacun des récepteurs radio, des convertisseurs analogiques-numériques ou des enregistreurs de données.		
			Total	
			Note minimale obligatoire : 0	
			Maximum des points : 15	
C4	Expérience d'entreprise Les projets d'antennes cités par l'équipe soumissionnaire et décrits au point O2 seront évalués de façon plus détaillée selon les éléments suivants :			
	1. Antennes	0 point : Aucun des projets n'inclut la construction ou l'installation d'antennes. 5 points : Un (1) projet comprenant la construction ou l'installation d'antennes.		

Critères cotés	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points accordés
		10 points : Au moins deux (2) projets comprenant chacun la construction ou l'installation d'antennes.		
			Total	
			Note minimale obligatoire : 0	
			Maximum des points : 10	
C5	Structure organisationnelle de l'organisme			
L'équipe soumissionnaire décrite au point O3 sera évaluée de façon plus détaillée selon les éléments suivants :				
1. Le gestionnaire de projet a géré un projet, au cours des dix (10) années qui précèdent la date de clôture de la demande de soumission, d'une valeur (taxes applicables en sus) qui excède :			0 point : 0 à 999 999,999 dollars canadiens	
			1 point : Un (1) million à 1 999 999,999 dollars canadiens	
			3 points : Deux (2) millions à 4 999 999,999 dollars canadiens	
			5 points : Cinq (5) millions de dollars canadiens ou plus.	
			0 point : 0 à 999 999,999 dollars canadiens	
2. Le chef d'équipe en génie des systèmes a mené les activités d'ingénierie d'un projet d'émission ou de réception de radiofréquences, au cours des dix (10) années qui précèdent la date de clôture de la période de soumission, d'une valeur (taxes applicables en sus) qui excède :			1 point : Un (1) million à 1 999 999,999 dollars canadiens	
			3 points : Deux (2) millions à 4 999 999,999 dollars canadiens	
			5 points : Cinq (5) millions de dollars canadiens ou plus.	

Critères cotés	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points accordés
3. L'ingénieur système a appuyé les activités d'ingénierie d'un projet d'émission ou de réception de radiofréquences, au cours des dix (10) années qui précèdent la date de clôture de la période de soumission, d'une valeur (taxes applicables en sus) qui excède :		0 point : 0 à 999 999,999 dollars canadiens 1 point : Un (1) million à 1 999 999,999 dollars canadiens 3 points : Deux (2) millions à 4 999 999,999 dollars canadiens 5 points : Cinq (5) millions de dollars canadiens ou plus.		
			Total	
			Note minimale obligatoire : 7 Maximum des points : 15	
C6 Structure organisationnelle de l'organisme : émetteurs				
L'équipe soumissionnaire décrite au point O3 sera évaluée de façon plus détaillée selon les éléments suivants :				
1. Ensemble, l'équipe soumissionnaire ont acquis au cours des dix (10) années qui précèdent la date de clôture de la période de soumission le nombre d'années d'expérience indiquées ci-contre en conception, développement et essai modulaire de générateurs de formes d'onde numériques (seulement le temps de chaque membre individuel de		0 point : 0 à 4,999 années 1 point : 5 à 9,999 années 3 points : 10 à 14,999 années 5 points : 15 années ou plus		

Critères cotés	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points accordés
l'équipe soumissionnaire où la conception, le développement et les tests au niveau des modules des générateurs de formes d'onde numériques peuvent être pris en compte aux fins du calcul du temps dans cette section).				
2. Ensemble, l'équipe soumissionnaire ont acquis au cours des dix (10) années qui précèdent la date de clôture de la période de soumission le nombre d'années d'expérience indiquées ci-contre en conception, développement et essai modulaire de convertisseurs numériques-analogiques (seulement le temps de chaque membre individuel de l'équipe soumissionnaire où la conception, le développement et les tests au niveau des modules de convertisseurs numériques-analogiques		0 point : 0 à 4,999 années 1 point : 5 à 9,999 années 3 points : 10 à 14,999 années 5 points : 15 années ou plus		

Critères cotés	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points accordés
peuvent être pris en compte aux fins du calcul du temps dans cette section).				
3. Ensemble, l'équipe soumissionnaire ont acquis au cours des dix (10) années qui précèdent la date de clôture de la période de soumission le nombre d'années d'expérience indiquées ci-contre en conception, développement et essai modulaire d'amplificateurs haute puissance (seulement le temps de chaque membre individuel de l'équipe soumissionnaire où la conception, le développement et les tests au niveau des modules d'amplificateurs haute puissance peuvent être pris en compte aux fins du calcul du temps dans cette section).		0 point : 0 à 4,999 années 2 points : 5 à 9,999 années 5 points : 10 à 14,999 années 10 points : 15 années ou plus		
			Total	
			Note minimale obligatoire : 7	
			Maximum des points : 20	
C7	Structure organisationnelle de l'organisme : récepteurs L'équipe soumissionnaire décrite au point O3 sera évaluée de façon plus détaillée selon les éléments suivants :			

Critères cotés	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points accordés
1. Ensemble, l'équipe soumissionnaire ont acquis au cours des dix (10) années qui précèdent la date de clôture de la période de soumission le nombre d'années d'expérience indiquées ci-contre en conception, développement et essai modulaire de récepteurs de radiofréquences (seulement le temps de chaque membre individuel de l'équipe soumissionnaire où la conception, le développement et les tests au niveau des modules de récepteurs de radiofréquences peuvent être pris en compte aux fins du calcul du temps dans cette section).		0 point : 0 à 4,999 années 1 point : 5 à 9,999 années 3 points : 10 à 14,999 années 5 points : 15 années ou plus		
2. Ensemble, l'équipe soumissionnaire ont acquis au cours des dix (10) années qui précèdent la date de clôture de la période de soumission le nombre d'années d'expérience		0 point : 0 à 4,999 années 1 point : 5 à 9,999 années 3 points : 10 à 14,999 années 5 points : 15 années ou plus		

Critères cotés	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points accordés
indiquées ci-contre en conception, développement et essai modulaire de convertisseurs analogiques-numériques (seulement le temps de chaque membre individuel de l'équipe soumissionnaire où la conception, le développement et les tests au niveau des modules de convertisseurs analogiques-numériques peuvent être pris en compte aux fins du calcul du temps dans cette section).				
3. Ensemble, l'équipe soumissionnaire ont acquis au cours des dix (10) années qui précèdent la date de clôture de la période de soumission le nombre d'années d'expérience indiquées ci-contre en conception, développement et essai modulaire d'enregistreurs de données (seulement le temps de chaque		0 point : 0 à 4,999 années 2 points : 5 à 9,999 années 5 points : 10 à 14,999 années 10 points : 15 années ou plus		

	Critères cotés	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
				Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points accordés
	membre individuel de l'équipe soumissionnaire où la conception, le développement et les tests au niveau des modules d'enregistreurs de données peuvent être pris en compte aux fins du calcul du temps dans cette section).				
Total					
Note minimale obligatoire : 0 Maximum des points : 15					
C8	Documents relatifs à la gestion du projet Les documents relatifs à la gestion du projet décrits au point O4 seront évalués de façon plus détaillée selon les éléments suivants :				
	1. Plan de gestion du projet		0 point : Le soumissionnaire ne propose pas de diagramme de la structure organisationnelle du projet ni de liste de produits livrables à produire conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux (EDT). 5 points : Le soumissionnaire propose un diagramme de la structure organisationnelle du projet et une liste de produits livrables à produire conformément à l'annexe A, EDT. 10 points : En plus de ce qui précède, le soumissionnaire propose aussi des examens de l'état d'avancement des travaux		

	Critères cotés	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
				Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points accordés
			et décrit la gestion de la configuration.		
	2. Plan de gestion des risques		0 point : La proposition du soumissionnaire ne présente pas les principaux risques techniques ainsi que ceux associés au calendrier et au budget. 5 points : La proposition du soumissionnaire présente les principaux risques techniques ainsi que ceux associés au calendrier et au budget. 10 points : En plus de ce qui précède, le soumissionnaire présente également cinq (5) des plus grands risques possibles du projet et son plan pour les gérer.		
				Total	
				Note minimale obligatoire : 10	
				Maximum des points : 20	
C9	Architectures radioélectriques ouvertes				
	L'approche technique du projet décrite au point O1 sera évaluée de façon plus détaillée selon les éléments suivants :				
	1. Architectures ouvertes		0 point : Le soumissionnaire propose une solution sans architecture radioélectrique ouverte, sans architecture matérielle et sans architecture logicielle ouverte.		
			10 points : Le soumissionnaire propose une solution utilisant des architectures matérielles et		

Critères cotés	Réponse du soumissionnaire (inclus un renvoi à la proposition avec les numéros de page et de paragraphe)	Méthode de cotation	À l'usage du Canada	
			Évaluation de la réponse du soumissionnaire	Points accordés
		logicielles ouvertes et fournit une interface de programmation d'applications (API), accompagnée de tous les documents nécessaires.		
Total			Note minimale obligatoire : 0	Maximum des points : 10

Tableau 2-2 : Note pour les critères techniques cotés

Critères cotés		Note maximale disponible	Note minimale permise	Résultat de la soumission		
				Note obtenue	Conforme	Non conforme
C1	Concept initial	20	10			
	Exigences d'alimentation	5	3			
	Aménagement d'abris	5	3			
C2	Émetteurs	30	10			
C3	Récepteurs	15	0			
C4	Antennes	10	0			
C5	Gestionnaire de projet	5	3			
	Chef d'équipe en génie des systèmes	5	3			
	Ingénieur système	5	1			
C6	Générateurs de formes d'onde	5	1			
	Convertisseurs numériques-analogiques	5	1			
	Amplificateurs haute puissance	10	5			
C7	Récepteurs de radiofréquence	5	0			
	Convertisseurs analogiques-numériques	5	0			
	Enregistreurs de données	10	0			
C8	Plan de gestion du projet	10	5			
	Plan de gestion des risques	10	5			
C9	Architectures ouvertes	10	0			
Total :		170	50			

ANNEXE B

PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE ET ÉVALUATION DU PRIX

1. Présentation de la soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément aux modalités suivantes :

- (a) un prix de lot ferme pour le volet principal;
- (b) des taux de main-d'œuvre horaires fermes pour le volet des autorisations de tâches;
- (c) un prix unitaire ferme pour les éléments matériels fonctionnels individuels, pour le volet des autorisations de tâches;
- (d) le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, s'il y a lieu;
- (e) les renseignements devraient être fournis conformément à la matrice d'évaluation des offres financières ci-dessous;
- (f) pour les soumissionnaires établis au Canada, les prix doivent être indiqués en dollars canadiens, taxes applicables en sus et droits de douane et taxes d'accise au Canada compris;

pour les soumissionnaires établis à l'étranger, les prix doivent être indiqués en dollars canadiens, taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise au Canada en sus. À des fins d'évaluation seulement, les taxes d'accise et les droits de douane canadiens payables par le Canada seront ajoutés aux prix présentés par les soumissionnaires établis à l'étranger;

pour les fins de l'invitation à soumissionner, les soumissionnaires qui ont une adresse au Canada sont considérés comme étant des soumissionnaires établis au Canada, et ceux qui ont une adresse à l'extérieur du Canada sont considérés comme étant des soumissionnaires établis à l'étranger.

1.1 Article 1 – Volet principal

Un prix de lot ferme pour les travaux définis à l'annexe A, Énoncé des besoins, à l'exception de la section 6, Travaux liés aux autorisations de tâches. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, s'il y a lieu. On demande aux soumissionnaires de préciser les éléments suivants pour chaque étape des travaux, selon le cas :

- (a) Main-d'œuvre : Pour chaque personne ou catégorie de main-d'œuvre affectée aux travaux, indiquer le tarif horaire (incluant les coûts indirects et les profits) et le nombre estimé d'heures de travail.
- (b) Équipement : Indiquer chacun des articles requis pour effectuer les travaux et fournir les modalités de fixation des prix pour chacun de ces articles en incluant, s'il y a lieu, les droits de douane et les taxes d'accise canadiens. Les articles seront livrés au Canada au terme du contrat.
- (c) Matériaux et fournitures : Indiquer toutes les catégories de matériaux et de fournitures nécessaires pour effectuer les travaux et préciser la base d'établissement des prix.
- (d) Frais de déplacement et de subsistance : Indiquer le nombre de voyages et le nombre de jours pour chaque voyage, le coût, la destination et le but de chaque voyage, ainsi que la

base d'établissement des coûts, lesquels ne doivent pas dépasser les limites énoncées dans la *Directive sur les voyages* du Conseil du Trésor (CT). Selon cette directive, seules les indemnités de repas, d'utilisation d'un véhicule privé et des faux frais précisées aux appendices B, C et D de la Directive (<https://www.njc-cnm.gc.ca/directive/d10/fr>), ainsi que les autres dispositions de la Directive qui font référence aux « voyageurs » plutôt qu'aux « employés » s'appliquent. Les autorisations spéciales de voyager du Secrétariat du Conseil du Trésor, à l'adresse <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/deplacements-reinstallation/voyages-affaires-gouvernement.html>, s'appliquent également.

- (e) Sous-traitances : Identifier les sous-traitants proposés et fournir pour chacun d'eux les mêmes renseignements sur la ventilation des prix que ceux indiqués dans le présent article.
- (f) Autres frais directs : Indiquer tous les autres frais directs prévus, par exemple les frais d'interurbains et de location, et fournir la base d'établissement des prix.
- (g) Taxes applicables : Indiquer séparément toutes les taxes applicables.
- (h) Contenu canadien : Indiquer les coûts de la proposition utilisée pour les calculs relatifs à l'offre de 80 % de contenu en biens ou services canadiens.

Les soumissionnaires doivent proposer des montants d'étape conformément au tableau 2-1 ci-dessous.

Tableau 2-1 : Étapes proposées pour les éléments 1 à 4 du tableau 2.4 (peut être négocié lors de l'attribution du contrat).

Numéro d'étape	Description de l'étape et produits livrables requis	Pourcentage	Pourcentage cumulatif
1	Réunion de lancement, avec la version initiale des documents de gestion de projet : 5.2.2 – Plan de gestion du projet 5.2.4 – Structure de répartition du travail 5.2.5 – Plan de gestion des risques 5.2.6 – Calendrier principal de projet 5.2.7 – Plan d'ingénierie des systèmes	5	5
2	Examen de la conception initiale, avec une version initiale des documents de conception du système : 5.4.1 – Document de conception du système 5.4.2 – Matrice de traçabilité 5.4.3 – Exigences relatives à l'alimentation électrique du système 5.4.4 – Liste hiérarchisée de l'équipement 5.4.5 – Spécifications et dessins de l'équipement	5	10
3	Examen de la conception préliminaire, avec une version à jour des documents de conception du système : 5.4.1 – Document de conception du système 5.4.2 – Matrice de traçabilité	10	20

Numéro d'étape	Description de l'étape et produits livrables requis	Pourcentage	Pourcentage cumulatif
	5.4.3 – Exigences relatives à l'alimentation électrique du système 5.4.4 – Liste hiérarchisée de l'équipement 5.4.5 – Spécifications et dessins de l'équipement		
4	Examen critique de la conception, avec la version finale des documents d'acceptation du système : 5.4.1 – Document de conception du système 5.4.2 – Matrice de traçabilité 5.4.3 – Exigences relatives à l'alimentation électrique du système 5.4.4 – Liste hiérarchisée de l'équipement 5.4.5 – Spécifications et dessins de l'équipement	15	35
5	Plan d'essai d'acceptation en usine : 5.5.1 – Procédure d'EAU 5.5.2 – Matrice de traçabilité de l'EAU	2,5	37,5
6	État de préparation de l'essai d'acceptation en usine : 5.5.4 – Rapport sur la revue de l'état de préparation de l'EAU	2,5	40
7	Exécution de l'essai d'acceptation en usine 5.5.6 – Audit de la configuration fonctionnelle de l'EAU	20	60
8	Plan de l'essai local sur le terrain : 5.6.2 – Procédure d'essai local sur le terrain 5.6.3 – Matrice de traçabilité pour l'essai local sur le terrain	2,5	62,5
9	Exécution de l'essai local sur le terrain : 5.6.5 – Audit de la configuration fonctionnelle de l'essai local sur le terrain	2,5	65
10	Plan d'installation sur place : 5.7.1 – Dessins des installations sur place	2,5	67,5
11	Exécution de l'installation sur place : 5.7.4 – Installation des systèmes aux emplacements	2,5	70
12	Plan d'essai d'acceptation sur place : 5.8.1 – Procédure d'EAP 5.8.2 – Matrice de traçabilité de l'EAP	2,5	72,5
13	État de préparation de l'essai d'acceptation sur place : 5.8.4 – Rapport sur l'audit de la configuration physique de l'EAP 5.8.5 – Rapport sur la revue de l'état de préparation de l'EAP	2,5	75

Numéro d'étape	Description de l'étape et produits livrables requis	Pourcentage	Pourcentage cumulatif
14	Exécution de l'essai d'acceptation sur place : 5.8.7 – Audit de la configuration fonctionnelle de l'EAP	10	85
15	Manuels et pièces de rechange : 5.9.1 – Manuel des procédures opérationnelles 5.9.2 – Manuel de l'utilisateur du système 5.9.3 a) – Pièces de rechange du système	5	90
16	Retenue de garantie	10	100

1.2 Article 2 – Volet des autorisations de tâches

1.2.1 Main-d'œuvre : On demande aux soumissionnaires d'indiquer les taux horaires fermes pour chaque catégorie de ressources pour chaque année pendant la durée du contrat, incluant les trois (3) années d'option.

Le coût total pour la main-d'œuvre sera calculé en utilisant le taux horaire moyen proposé pour la durée du contrat et les années d'option multiplié par un niveau d'effort annuel estimé en heures, comme le décrit le tableau 2-2 ci-dessous. Le niveau d'effort estimé précisé n'est qu'une approximation des besoins donné de bonne foi et est fourni aux fins d'évaluation de la soumission financière seulement. Il ne représente pas un engagement de la part du Canada.

Tableau 2-2 : Autorisation de tâches (Taux de la main-d'œuvre)

A	Taux horaire					G	H	I
	B	C	D	E	F			
Catégorie de main-d'œuvre	Année de contrat 1	Année de contrat 2	Année d'option 1	Année d'option 2	Année d'option 3	Moyenne (B + C + D + E + F) ÷ 5	Effort annuel estimé en heures	Coût total par ressource (G x H)
Gestionnaire de projet							50	
Ingénieur principal des systèmes							75	
Ingénieur système							225	
Ingénieur principal en logiciel							50	
Ingénieur en logiciel							175	
Ingénieur principal en matériel informatique							75	
Ingénieur en matériel informatique							200	
Technologue							650	
Assembleur							50	

1.2.2 Matériel supplémentaire : Le soumissionnaire doit indiquer le prix unitaire ferme pour chaque élément matériel fonctionnel individuel, répertorié à la section 5.9.3 de l'annexe A, Énoncé des travaux, devant être obtenu dans le cadre du volet Autorisation de tâches.

Aux fins d'évaluation, le prix unitaire devrait correspondre au prix par canal du système. Par exemple, si l'élément générateur de formes d'onde proposé est un appareil à quatre (4) canaux, le prix unitaire devrait alors être divisé par quatre (4) pour représenter le prix par canal. Le nombre estimé n'est qu'une approximation des besoins donné de bonne foi et est fourni aux fins d'évaluation de la soumission financière seulement. Il ne représente pas un engagement de la part du Canada.

Tableau 2-3 : Autorisation de tâches (coût du matériel)

A Élément fonctionnel	Prix unitaire			E Moyenne (B + C + D) ÷ 3	F Quantité annuelle estimée (canaux)	G Prix total par élément fonctionnel (E x F)
	B Année d'option 1	C Année d'option 2	D Année d'option 3			
Générateur de formes d'onde					16	
Convertisseur éleveur numérique					16	
Convertisseur numérique-analogique					16	
Amplificateur haute puissance (avec filtrage des harmoniques)					16	
Combinateur haute puissance à 4 voies					4	
Antenne					4	
Ligne de transmission					4	

2. Évaluation du prix

Aux fins d'évaluation seulement, le prix de la soumission sera déterminé comme suit :

Tableau 2-4: Matrice d'évaluation des offres financières

Article	Description	Qté	Prix ferme
	<u>Système RTP</u>		
1	Un (1) système RTP tel que défini à l'annexe A, Énoncé des travaux (EDT) and ses appendices.	1	\$
2	<u>Gestion, livraison et exécution du programme</u>	LOT	\$

Article	Description	Qté	Prix ferme
	Gérer, livrer et exécuter les travaux pour tous les aspects liés au projet RTP tel que défini à l'annexe A, Énoncé des travaux (EDT) and ses appendices.		
3	<u>Manuels, documentation et publications</u> Générer et livrer les manuels et la documentation tel que défini à l'annexe A, Énoncé des travaux (EDT) and ses appendices.	LOT	\$
4	<u>Outils et équipements de test</u> La fourniture de tous les outils et équipements de test a l'appui de l'exigence RTP tel que défini à l'annexe A, Énoncé des travaux (EDT) and ses appendices.	LOT	\$
Total du volet principal			\$
5	<u>Autorisation de taches (taux de la main-d'œuvre)</u> Taux de main-d'œuvre pour les travaux d'autorisation de tâches tels que définis dans le tableau 2-2.	LOT	\$
6	<u>Autorisation de taches (coût du matériel)</u> Prix unitaire ferme pour chaque composant matériel fonctionnel individuel tel que défini dans le tableau 2-3.	LOT	\$
Total du volet des autorisations de tâches			\$
Prix total de la soumission			\$

REMARQUE Veuillez soumettre votre réponse dans des documentations distinctes :

Troisième section : Évaluation de la participation autochtone

Voir l'annexe E pour tous les renseignements requis pour remplir cette évaluation.

Plan de participation autochtone

Les soumissionnaires doivent soumettre avec leur offre un plan de participation autochtone (PPI) (conformément à l'annexe E) qui détaille dans quelle mesure ils soutiendront l'objectif global du gouvernement de 25 % de la valeur totale estimée du contrat pour les biens et/ou services à acquérir, provenant d'entreprises autochtones canadiennes et livrés au Canada dans le cadre de ce contrat.

Échelle de notation							
Si le soumissionnaire s'engage à atteindre un objectif inférieur à 5 %	Si le soumissionnaire s'engage sur un objectif de 5 % à 9,99 %	Si le soumissionnaire s'engage sur un objectif de 10 % à 14,99 %	Si le soumissionnaire s'engage sur un objectif de 15 % à 19,99 %	Si le soumissionnaire s'engage sur un objectif de 20 % à 24,99 %	Si le soumissionnaire s'engage à atteindre 25 % ou plus de l'objectif	Totale	Score des soumissionnaires
Il sera égal à 0% du total des points disponibles	Il sera égal à 20% du total des points disponibles	Il sera égal à 40% du total des points disponibles	Il sera égal à 60% du total des points disponibles	Il sera égal à 80% du total des points disponibles	Il sera égal à 100% du total des points disponibles	50	

Quatrième partie : Méthode de sélection

Méthode de sélection– Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique, du prix et de la participation des Autochtones

- a) La méthode de sélection correspond à la combinaison optimale d'un prix avantageux, du mérite technique, d'une bonne qualité et de l'éventail des avantages offerts en général à l'État et à la population canadienne, comme décrit dans les critères d'évaluation de la demande de soumissions. Le soumissionnaire ayant obtenu la note totale pondérée la plus élevée sera recommandé pour l'attribution du contrat.

L'évaluation du rapport qualité-prix offert par chaque soumission recevable se fera selon la formule suivante:

Note obtenue pour l'aspect technique x 50	+	Prix de la soumission recevable la plus basse x 35	+	Note obtenue pour la participation des Autochtones x 15	=	Note totale pondérée
Note maximale attribuable aux soumissions (170points)		Prix évalué total de la soumission du soumissionnaire		Note maximale attribuable aux soumissions (50points)		

- b) Quand le résultat d'un calcul comprendra une décimale, il sera arrondi au centième près.

Par exemple:

- i) 7,254 arrondi au centième près = 7,25
ii) 7,255 arrondi au centième = 7,26

- c) Au terme des évaluations à la phase3 du Processus de conformité des soumissions en phases (PCSP), le soumissionnaire conforme qui aura obtenu la note totale pondérée la plus élevée (meilleur rapport qualité-prix) sera recommandé pour l'attribution du contrat.
- d) Veuillez consulter le point3.1.1 de ce volume pour déterminer le prix évalué total de la soumission de chaque soumissionnaire
- e) En cas d'égalité, l'entrepreneur dont le prix évalué total de la soumission est le plus bas sera recommandé pour l'attribution du contrat.

Exemple d'évaluation (50-35-15)

Méthode de sélection – Note combinée la plus élevée pour le mérite technique (50%), le prix (35%) et le PPA (15%)			
	Soumissionnaire1	Soumissionnaire2	Soumissionnaire3
Note technique			
Prix évalué de la soumission			
Note pour la participation des Autochtones			
Calculs	Note pour le mérite technique	XXX x 50 =XX	XXX x 50 =XX
	Note pour le prix	XXX x 35 = XX	XXX x 35 = XX
	Note pour le PPA	XXX x 15 = XX	XXX x 15 = XX
Note combinée			
Classement global			

ANNEXE E

CRITÈRES DE PARTICIPATION DES AUTOCHTONES Radar polaire transhorizon (RPT)

Plan de participation des Autochtones (PPA) provisoire

Partie 1 : Renseignements généraux

Plan de participation des Autochtones (PPA0001)

Le Canada s'est fixé comme priorité de faire progresser la réconciliation avec les peuples autochtones et, dans ce contexte, d'accroître la participation des Autochtones à l'approvisionnement fédéral.

Conformément à ces objectifs, le présent marché encourage le soumissionnaire retenu à intégrer la participation des Autochtones dans le travail découlant du contrat, en exigeant que les soumissionnaires présentent un plan de participation des Autochtones (PPA) dans le cadre de leur soumission. Le PPA devrait, dans la mesure du possible, démontrer au Canada non seulement le niveau des engagements pris, mais aussi divulguer les activités de ralliement et de recherche visant à soutenir le caractère réalisable des engagements. Les soumissionnaires doivent savoir que les engagements du PPA pris dans le cadre de leur soumission deviendront des produits livrables dans le contrat qui en résultera, sous réserve d'un contrôle et de l'établissement de rapports d'avancement réguliers (et éventuellement d'autres mesures) pour s'assurer que des efforts de bonne volonté sont déployés, pendant la durée du contrat, afin de respecter les engagements du PPA.

Pour de plus amples renseignements sur la façon dont le Canada évaluera les PPA soumis, et pour d'autres renseignements relatifs aux PPA dans le cadre de cet approvisionnement, consultez la Partie 4, Procédures d'évaluation et méthode de sélection.

Dans le cadre de ce besoin, le Canada estime qu'une part importante de la valeur du contrat (estimée à environ 25 %) peut être réalisée par des entreprises autochtones. Celles-ci pourraient, par exemple, installer les systèmes aux sites d'émission et de réception, ce qui comprend placer les abris des systèmes et tout panneau de raccordement connexe sur les plateformes de gravier de l'équipement fourni par le gouvernement et mettre l'équipement électronique des systèmes dans ces abris. Elles pourraient aussi installer les éléments des réseaux d'antennes sur les sites d'émission et de réception, placer les lignes de transmission et les raccorder entre les éléments des réseaux d'antennes et les abris ou les panneaux de raccordement, selon le cas. De plus, du travail pourrait avoir à être réalisé dans le cadre d'autorisations de tâches pour préparer les sites avant l'installation des systèmes. Ce travail préparatoire présente une autre occasion de faire participer les entreprises autochtones locales au projet.

Partie 2 : La Relation

La relation entre l'entrepreneur et le responsable du L'autorité contractante est étayée par plusieurs processus visant à favoriser la communication régulière et continue entre les deux parties. Ces processus comprennent l'identification des transactions et le processus de production de rapports annuels. Ces mesures et d'autres mesures de contrôle sont prises dans le but de favoriser la communication positive, l'adoption de bonnes pratiques et le respect des obligations par l'entrepreneur en vertu du présent contrat

Partie 3 : intentionnellement laissées en blanc.

Partie 4 : Procédures d'évaluation et méthode de sélection

Critères du plan de participation des Autochtones (PPA0002)

Les soumissionnaires doivent soumettre un PPA avec leur réponse à la présente demande de soumissions. Les soumissionnaires trouveront des instructions pour l'élaboration de leur PPA dans l'annexe E, Critères de participation des Autochtones. Le PPA doit détailler la manière dont le soumissionnaire intégrera les éléments suivants dans l'exécution du travail découlant du présent contrat :

- la propriété autochtone (entrepreneur principal);
- la propriété autochtone (sous-traitants);
- l'emploi de personnes autochtones par l'entrepreneur; et
- la formation et le perfectionnement des compétences des Autochtones par l'entrepreneur.

Si le soumissionnaire ne soumet pas de PPA, il se verra automatiquement attribuer une note de zéro pour la composante du PPA du processus d'évaluation.

S'il est sélectionné pour l'attribution d'un contrat, les engagements contenus dans le PPA du soumissionnaire seront inclus dans les conditions du contrat et chaque critère du PPA deviendra une obligation contractuelle.

La mise en œuvre du PPA de l'entrepreneur sera assurée au moyen d'un contrôle strict et pourra exiger, par exemple, que chaque facture soit accompagnée d'un rapport d'avancement du PPA afin de démontrer que les obligations contractuelles sont respectées.

Critères relatifs au plan de participation des Autochtones (PPA0002.a)

Aux fins du présent approvisionnement, pour pouvoir bénéficier des critères obligatoires ou côtés du PPA relatifs à la propriété autochtone, l'entreprise doit être, au moment de l'attribution du marché :

- détenue ou exploitée par un Aîné;
- détenue ou exploitée par un conseil de bande ou un conseil tribal;
- inscrite sur **une liste d'entreprises ou à un répertoire d'entreprises issus des traités modernes**; où
- inscrite au **Répertoire des entreprises autochtones**, administré par Services aux Autochtones Canada.

Méthode de sélection – Note combinée la plus haute pour le plan de participation des Autochtones, l'aspect technique et le prix (PPA0005).

1. Pour être jugée recevable, une soumission doit répondre aux critères suivants :
 - a. respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires;
 - b. obtenir la note minimale requise de (0) points pour le PPA. La notation se fait sur une échelle de 0 à 50 points.
2. Les soumissions qui ne satisfont pas aux exigences de la Partie 1 seront déclarées irrecevables.
3. La sélection sera fondée sur la combinaison la plus élevée de la note totale du PPA, de la note technique et du prix. Le ratio sera de 15 % pour le mérite fondé sur le PPA, 50 % pour le mérite technique et 35 % pour le prix.
4. La note du PPA sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus divisé par le nombre maximum de points pouvant être accordés.
5. La note technique de chaque soumission recevable sera déterminée comme suit : le nombre total de points obtenus divisé par le nombre maximum de points pouvant être accordés.
6. Aux fins du calcul de la note accordée au prix, chaque soumission recevable obtiendra une note établie au prorata en fonction du prix évalué le plus bas comme suit : le prix évalué le plus bas divisé par le prix de la soumission.
7. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus haute pour le PPA, l'aspect

technique et le prix sera recommandée pour l'attribution d'un contrat. La soumission recevable qui obtient la note individuelle la plus haute pour le PPA, l'aspect technique ou le prix pourrait ne pas nécessairement être recommandée.

8. Dans le cas où deux soumissions ou plus obtiennent la même note combinée la plus haute, la soumission ayant la note la plus élevée pour le PPA sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où trois soumissions ont été reçues et les trois ont été jugées recevables. La sélection de l'entrepreneur est déterminée selon un ratio de 15/50/35 entre la note du PPA totale, la note technique totale et la note pour le prix.

Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique, du prix et de la participation des Autochtones

- a) La méthode de sélection correspond à la combinaison optimale d'un prix avantageux, du mérite technique, d'une bonne qualité et de l'éventail des avantages offerts en général à l'État et à la population canadienne, comme décrit dans les critères d'évaluation de la demande de soumissions. Le soumissionnaire ayant obtenu la note totale pondérée la plus élevée sera recommandé pour l'attribution du contrat.

L'évaluation du rapport qualité-prix offert par chaque soumission recevable se fera selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Note obtenue pour l'aspect technique} \times 50}{\text{Note maximale attribuable aux soumissions (170 points)}} + \frac{\text{Prix de la soumission recevable la plus basse} \times 35}{\text{Prix évalué total de la soumission du soumissionnaire}} + \frac{\text{Note obtenue pour la participation des Autochtones} \times 15}{\text{Note maximale attribuable aux soumissions (50 points)}} = \text{Note totale pondérée}$$

- b) Quand le résultat d'un calcul comprendra une décimale, il sera arrondi au centième près.

Par exemple :

i) 7,254 arrondi au centième près = 7,25

ii) 7,255 arrondi au centième = 7,26

- c) Au terme des évaluations à la phase 3 du Processus de conformité des soumissions en phases (PCSP), le soumissionnaire conforme qui aura obtenu la note totale pondérée la plus élevée (meilleur rapport qualité-prix) sera recommandé pour l'attribution du contrat.
- d) Veuillez consulter le point 3.1.1 de ce volume pour déterminer le prix évalué total de la soumission de chaque soumissionnaire
- e) En cas d'égalité, l'entrepreneur dont le prix évalué total de la soumission est le plus bas sera recommandé pour l'attribution du contrat.

Exemple d'évaluation (50-35-15)

Méthode de sélection – Note combinée la plus élevée pour le mérite technique (50 %), le prix (35 %) et le PPA (15 %)				
		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique		156	151	127
Prix évalué de la soumission		550 000,00 \$	500 000,00 \$	450 000,00 \$
Note pour la participation des Autochtones		30	40	40
Calculs	Note pour le mérite technique	$156/170 \times 50 = 45,88$	$151/170 \times 50 = 44,41$	$127/170 \times 50 = 37,35$
	Note pour le prix	$45/55 \times 35 = 28,64$	$45/50 \times 35 = 31,50$	$45/45 \times 35 = 35,00$
	Note pour le PPA	$30/50 \times 15 = 9$	$40/50 \times 15 = 12$	$40/50 \times 15 = 12$
Note combinée		83,52	87,91	84,35
Classement global		3 ^e	1 ^{er}	2 ^e

Parties 6 et 7 : Clauses du contrat subséquent

Établissement de rapport – Avantages du plan de participation des Autochtones – Renseignements généraux (PPA0006)

1. L'entrepreneur doit, pendant toute la durée du contrat, tenir à jour et compiler des dossiers relatifs aux avantages du PPA, y compris, mais sans s'y limiter, les éléments suivants :
 1. la propriété autochtone (entrepreneur);
 2. la propriété autochtone (sous-traitants);

3. l'emploi de personnes autochtones par l'entrepreneur; et
 4. la formation et le perfectionnement des compétences des Autochtones par l'entrepreneur.
2. Dans le cadre de l'obligation de tenir des comptes et des registres en bonne et due forme prévue par les conditions générales, l'entrepreneur doit tenir à jour tous les registres relatifs aux avantages du PPA et les mettre à disposition aux fins de vérification.
3. Un rapport d'avancement du PPA doit être présenté :
- à la demande de l'autorité contractante;
 - avec chaque facture;
 - aux jalons du projet. Et,
- Conformément à la section « Rapport d'avancement du PPA » de l'annexe E du contrat, ce rapport doit être reçu avant que le Canada n'émette un paiement.
4. Si, pour quelque raison que ce soit, une soumission ne comprend pas de PPA, le Canada s'attendra tout de même à ce que les dossiers qui documentent les avantages imprévus du PPA réalisés dans le cadre du contrat soient fournis à la demande de l'autorité contractante, avec chaque facture et aux jalons du projet.

Énoncé des travaux ou Besoin – Plan de participation des Autochtones (PPA0007)

L'entrepreneur doit accomplir le travail de la manière qu'il s'est engagé à le faire à l'annexe E, Critère de participation des Autochtones, à l'annexe A, Énoncé des travaux, et à l'appendice A, Énoncé du besoin, de l'annexe A.

Partie 8

Certification du Plan de participation des Autochtones (PPA0008)

1. L'entrepreneur a certifié dans sa soumission que tous les renseignements relatifs à son PPA sont, au mieux de sa connaissance, véridiques et exacts.
2. Pendant la durée du contrat, si l'entrepreneur relève une erreur ou une omission concernant son PPA, il doit en informer immédiatement l'autorité contractante et corriger l'erreur ou l'omission. L'autorité contractante officialisera la correction en apportant une modification au contrat.
3. Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration dans le PPA, ou s'il relève des erreurs ou des omissions et n'en avise pas immédiatement l'autorité contractante, le Canada peut, à sa discrétion :

- a. imposer une pénalité qu'il juge acceptable.
4. La présente clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et recours que le Canada pourra par ailleurs avoir en vertu du contrat.

Partie 9

Plan de participation des Autochtones – Divulgence de renseignements (PPA0009)

1. L'entrepreneur convient que le Canada peut divulguer, à tout moment, le PPA et les rapports d'avancement du PPA à des tiers, y compris à des communautés autochtones ou à leur direction, aux titulaires des droits issus des traités autochtones ou à leurs représentants désignés, aux comités parlementaires et à tout professionnel indépendant engagé pour déterminer si l'entrepreneur a rempli ses obligations contractuelles relativement au PPA.
2. Comme le PPA et les rapports d'avancement du PPA peuvent contenir des renseignements concernant les sous-traitants et les fournisseurs, l'entrepreneur garantit qu'il a obtenu le consentement de ses sous-traitants et fournisseurs pour la divulgation par le Canada et qu'il continuera d'obtenir le consentement de sous-traitants et fournisseurs supplémentaires pendant toute la durée du marché. L'entrepreneur garantit également que tous les consentements ont été obtenus librement, conformément à toutes les lois et obligations applicables en matière de protection de la vie privée et des droits de la personne. L'entrepreneur convient en outre qu'il n'aura aucun droit de réclamation contre le Canada, ses employés, ses agents ou ses fonctionnaires, en ce qui concerne de telles divulgations.
3. L'entrepreneur s'engage à ne pas intégrer dans le PPA ni dans les rapports d'avancement du PPA des renseignements ne pouvant être présentés au public ou qui pourraient constituer des renseignements de nature confidentielle en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R.C. [1985], ch. P-21) [le nom, l'adresse du domicile, le courriel personnel, le numéro de téléphone, le numéro d'assurance sociale, le numéro de permis de conduire, etc.]. Toutefois, l'entrepreneur, ses sous-traitants et fournisseurs, doivent conserver de tels dossiers aux fins de vérifications, conformément aux conditions générales.

Partie 10

Écarts par rapport au Plan de participation des Autochtones (PPA0010)

1. Si, à quelque moment que ce soit, l'entrepreneur se rend compte qu'il pourrait ne pas être en mesure de remplir l'une de ses obligations au titre du PPA, il doit en informer l'autorité contractante sans attendre la présentation d'un rapport d'avancement du PPA.
2. À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir une explication détaillée, dans les délais prescrits par l'autorité contractante, concernant toute incapacité réelle ou anticipée de remplir l'une ou l'autre de ses obligations en vertu du PPA.
3. À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit présenter par écrit, dans les délais indiqués par l'autorité contractante, un plan de mesures correctives afin de pallier l'écart ou les écarts. Le plan de mesures correctives pourrait comprendre une modification au PPA pour générer d'autres formes d'avantages convenues par le Canada et l'entrepreneur.
4. Toute modification du PPA doit être documentée par une modification du contrat officielle, qui ne sera émise que si les parties conviennent de modifier le PPA. Le Canada peut refuser, à sa discrétion, d'accepter les modifications au PPA si, de l'avis du Canada, les modifications proposées n'offrent pas des avantages de qualité ou de même valeur.
5. Le Canada peut considérer toute réduction des avantages comme tout autre manquement à une obligation contractuelle.

Partie 11

Plan de participation des Autochtones – Professionnel indépendant tiers (PPA0011)

1. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit engager un professionnel indépendant tiers pour confirmer qu'il a respecté ses engagements contractuels pris dans le PPA en vertu du contrat. Le professionnel indépendant tiers doit être approuvé au préalable par l'autorité contractante.
2. Si l'autorité contractante n'a pas approuvé le professionnel indépendant tiers proposé, ou si l'entrepreneur n'a pas proposé de professionnel indépendant tiers dans les 30 jours suivant la demande initiale du Canada, l'autorité contractante proposera jusqu'à trois professionnels indépendants tiers parmi lesquels l'entrepreneur devra choisir.
3. L'entrepreneur doit soumettre le rapport écrit du professionnel indépendant tiers à l'autorité contractante dès réception du rapport, et l'autorité contractante peut communiquer directement avec le professionnel indépendant concernant le rapport.
4. Si le professionnel indépendant tiers confirme que l'entrepreneur a satisfait à ses exigences contractuelles relatives aux activités indiquées dans le PPA, le Canada doit rembourser à l'entrepreneur le coût des services du professionnel indépendant tiers à la réception d'une copie de

la facture payée par l'entrepreneur.

5. Si le professionnel indépendant tiers confirme que l'entrepreneur n'a pas respecté substantiellement ses exigences contractuelles relatives aux activités indiquées dans le PPA :
 - a. Le Canada ne remboursera pas à l'entrepreneur le coût des services du professionnel indépendant tiers.
 - b. L'entrepreneur devra, à la discrétion du Canada, rembourser à ce dernier le montant que le Canada a payé en trop à l'entrepreneur relativement à des activités liées au PPA qui n'ont pas été exécutées conformément à celui-ci.
 - c. Le Canada peut retenir tout montant qu'il juge avoir payé en trop, y compris pour des activités qui n'ont pas été exécutées conformément au PPA, en le déduisant de tout paiement qui pourrait être dû ou payable à l'entrepreneur.
6. Aucune disposition du présent article ne limite les autres recours ou actions dont dispose le Canada en vertu du présent contrat.

Partie 12

Plan de participation des Autochtone – Instructions de facturation (PPA0012)

1. L'entrepreneur doit présenter les factures conformément à la section intitulée « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux répertoriés sur la facture n'aient été exécutés.
2. Pour être payée, chaque facture doit être justifiée par :
 - a. une copie du rapport d'avancement du PPA, dûment rempli et à jour, tel que décrit dans la section « Rapport d'avancement du PPA » de l'annexe E du contrat;
 - b. une copie des feuilles de présence pour corroborer le temps de travail réclamé;
 - c. une copie des documents d'autorisation et de tout autre document précisé dans le contrat;
 - d. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs, frais de déplacement et de séjour; et,
 - e. une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.

3. Les factures doivent être transmises comme suit :
- a. L'original et une (1) copie sont envoyés à l'adresse suivante aux fins d'attestation et de paiement :

_____ *(insérer le nom de l'organisation)*

_____ *(insérer l'adresse de l'organisation);*
 - b. Une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante identifiée dans la section du contrat intitulée « Responsables ».

Partie 13

Plan de participation des Autochtones – Instructions de facturation – Demande de paiement échelonné (PPA0013)

1. L'entrepreneur doit présenter une demande de paiement au moyen du formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif. Consulter l'annexe F afin d'obtenir de plus amples renseignements.
2. Chaque demande doit contenir :
 - a. tous les renseignements exigés dans le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#); et
 - b. toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales.
3. Chaque demande doit comprendre :
 - a. une copie du rapport d'avancement du PPA, dûment rempli et à jour, tel que décrit dans la section « Rapport d'avancement du PPA » de l'annexe E du contrat;
 - 1. une copie des feuilles de présence pour corroborer le temps de travail réclamé;
 - 2. une copie des factures, des reçus et des pièces justificatives pour tous les frais directs et tous les frais de déplacement et de subsistance; et
 - 3. une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.
4. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et une copie du formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), et les envoyer au chargé de projet nommé dans la clause intitulée « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux.

Le chargé de projet fera parvenir la demande à l'autorité contractante aux fins d'attestation et de présentation au Bureau du traitement des paiements pour toute autre attestation et opération de paiement.

5. L'entrepreneur ne doit pas présenter une demande avant que tous les travaux précisés dans la demande soient achevés.

Partie 14

Responsable du Plan de participation des Autochtones du Canada (PPA0014)

Le responsable du PPA du Canada pour le contrat est :

Nom : Paul Lacoursiere

Titre : Chef d'équipe d'approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : Division de la navigation, du sonar et des systèmes radar – DNSSR

Adresse : 11, rue Laurier, Gatineau (Québec) K1A 0S5 Canada

Téléphone : 343-551-1529 (cellulaire)

Courriel : Paul.Lacoursiere@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable du PPA représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable des questions liées aux avantages du PPA prévus au contrat. Les questions relatives à la mise en œuvre du PPA peuvent être discutées avec le responsable du PPA.

Les changements apportés au PPA, y compris à tout plan de mesures correctives, peuvent uniquement être apportés par une modification du contrat, émise par l'autorité contractante.

Partie 15

Responsable du Plan de participation des Autochtones du Canada de l'entrepreneur (PPA0015)

Le responsable du PPA de l'entrepreneur pour le contrat est :

Veuillez remplir les champs ci-dessous.

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

Le responsable du PPA de l'entrepreneur est le représentant de l'entrepreneur responsable des questions relatives aux avantages du PPA dans le cadre du contrat. Les questions relatives au PPA peuvent être abordées avec le responsable du PPA de l'entrepreneur.

Partie 16

Recours

16.1 Nonobstant les conditions générales du contrat qui prévoient des recours en cas de manquement de l'entrepreneur, les recours ci-dessous peuvent être exercés en tout ou en partie en cas de manquement en vertu des présentes conditions générales. Ces recours peuvent être appliqués en tout ou en partie, mais leur effet combiné ne peut dépasser 10 % du prix total du contrat. En cas de manquement de l'entrepreneur à ses obligations en vertu des présentes conditions générales, les recours contenus dans le présent article s'ajoutent aux recours prévus ailleurs dans le contrat, et ne les remplacent pas.

Résumé des recours

Retenue ou arrêt de paiement : Les retenues ou les arrêts de paiement s'appliquent généralement pendant la durée du contrat, dans les cas où le calendrier d'identification des transactions et l'atteinte des jalons de la participation des Autochtones ne sont pas respectés. Les retenues correspondent à un pourcentage du paiement d'étape et sont débloquées progressivement à mesure que le manquement est corrigé.

Résiliation du contrat : La résiliation du contrat pourrait être un recours utilisé dans les cas où l'entrepreneur n'a pas satisfait à certaines obligations importantes prédéterminées.

16.2 Retenue ou arrêt de paiement

16.2.1 Si l'entrepreneur n'a pas respecté l'une de ses obligations contenues dans le PPA, l'autorité contractante avisera l'entrepreneur par écrit de ce manquement et le Canada pourra appliquer une retenue (ci-après « la retenue ») à toute demande de paiement alors due ou payable en vertu du contrat.

16.2.2 En ce qui concerne la retenue, une période de correction de 60 jours civils (ci-après « la période de correction »), commençant à la date à laquelle l'entrepreneur a été avisé par l'autorité chargée des RIT, s'appliquera avant l'entrée en vigueur de la retenue.

16.2.2.1 Au cours de la période de correction, l'entrepreneur peut prendre des mesures correctives en fournissant à l'autorité contractante un plan de mesures correctives pour remédier au manquement. Si l'autorité contractante accepte le plan, aucune retenue ne sera effectuée.

16.2.2.2 Si, après la période de correction, le plan n'a pas été accepté, le montant de la retenue correspondra à 10 % (des profits) de la demande de paiement et s'accumulera jusqu'à ce qu'elle atteigne la valeur du manquement, ou jusqu'à ce que l'entrepreneur soumette un plan approuvé par l'autorité contractante, selon la première éventualité.

16.2.3 Le montant retenu sera débloqué progressivement au fur et à mesure que le manquement sera corrigé. Au cours de la période de retenue, l'autorité contractante confirmera le montant des transactions listées dans un délai raisonnable à partir du moment où les demandes pour les transactions sont soumises par l'entrepreneur. Le montant correspondant de la retenue sera débloqué au prochain paiement en vertu du contrat.

17. Responsabilités des parties

17.1 L'attribution du contrat à l'entrepreneur découle d'un processus d'approvisionnement au cours duquel l'entrepreneur s'est engagé à respecter les obligations.

17.2 Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer qu'il est en mesure de mener à bien les transactions et que celles-ci ne sont pas limitées par des lois, des règlements, des politiques ou des normes.

18. Modification du prix du contrat

18.1 En cas d'augmentation ou de diminution du prix du contrat (tâches ajoutées, options exercées, etc.), les obligations de l'entrepreneur dans le contrat augmenteront ou diminueront en conséquence.

18.2 Si le prix du contrat augmente après la 2^e année suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit soumettre à l'autorité contractante des transactions d'une valeur égale ou supérieure à ce qu'il a proposé dans le cadre du processus du PPA, dans un délai d'un an à compter de la date de l'augmentation.

ANNEXE E

ATTESTATION RELATIVE AU PLAN D'APPROVISIONNEMENT AUPRÈS DES AUTOCHTONES

Pour être admissible à l'attribution du marché, le soumissionnaire doit remplir la présente annexe et en joindre une copie à son offre. Si l'entrepreneur ne fournit pas une copie complète de cette attestation, il obtiendra une note de zéro pour les critères de participation des Autochtones.

Le soumissionnaire doit, à la demande du Canada, fournir au Canada toute l'information et tous les documents nécessaires à l'appui de la présente attestation. Le soumissionnaire doit veiller à ce que cette preuve soit disponible pour examen par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. Le soumissionnaire doit lui donner accès à toutes les installations raisonnablement nécessaires à ces vérifications.

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que les renseignements qu'il a fournis pour répondre aux exigences ci-dessus sont exacts et complets.

Nom de l'entreprise	
Nom du ou des propriétaires de l'entreprise	
Je suis propriétaire de _____ (<i>insérer le nom de l'entreprise</i>) et représentant de l'entreprise. J'atteste que tous les renseignements contenus dans le plan de participation des Autochtones que j'ai soumis avec mon offre sont véridiques et je consens à ce qu'ils soient vérifiés, sur demande, par le Canada.	
Nom du propriétaire en caractères d'imprimerie	Date
Signature du propriétaire	

ANNEXE E

RAPPORT D'AVANCEMENT DU PPA

L'entrepreneur peut utiliser le modèle de rapport suivant pour démontrer les progrès accomplis dans la réalisation des obligations du PPA listées dans son offre.

N° du contrat :		Date du rapport :	
Période de travail couverte par le rapport (p. ex. période, année, phase) :			
Nom et adresse de l'entrepreneur :			

Propriété autochtone

Instructions à l'intention de l'entrepreneur

Vous devez fournir au Canada un rapport comprenant les éléments suivants :

- période couverte par le rapport (dates, intervalle de rapport, étapes du projet, depuis le début de l'année, etc.);
- avantages fournis au cours de la période couverte par le rapport (valeur des travaux réalisés, contrats de sous-traitance passés, fournitures achetées, etc.);
 - description des travaux réalisés ou des contrats de sous-traitance conclus, y compris la partie qui a fourni les avantages (c.-à-d. l'entrepreneur, le sous-traitant ou le fournisseur);
 - le cas échéant, les progrès liés au plan ou au calendrier de mise en œuvre des avantages;
- avantages (engagements) restant à fournir d'ici la fin du contrat (valeur des travaux réalisés, contrats de sous-traitance passés, fournitures achetées, etc.).

L'exemple suivant montre un rapport qui pourrait être présenté pour des engagements d'un PPA liés à la propriété autochtone. Les soumissionnaires doivent soumettre tous les renseignements sur les sous-traitants et la valeur des contrats conclus avec eux. Les entreprises autochtones doivent satisfaire aux critères énoncés à l'adresse : <https://www.naedb-cndea.com/fr/definir-les-entreprises-autochtones-du-canada/>.

PROPRIÉTÉ AUTOCHTONE EN VERTU DU PPA – Phase 1 de 3 (du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2021)			
Élément	Nom de l'entreprise et rôle (p. ex., entrepreneur, sous-traitant)	Description du travail	Valeur monétaire pour la période de déclaration
1	ABC Construction (entrepreneur)	Entrepreneur général et gestion de projet	35 000,00 \$
2	123 Démolition (sous-traitant)	Démolition et enlèvement de la dalle de béton	20 000,00 \$

3	Thomas Béton (sous-traitant)	Préparation, coulage et finition du béton	10 000,00 \$
4	Quincaillerie Gail (fournisseur)	Outils, fournitures et matériaux de construction	10 000,00 \$
Total pour cette période de déclaration			75 000,00 \$
Valeur totale des engagements pour la propriété autochtone pris dans le PPA			295 000,00 \$
Engagements pour la propriété autochtone restant à honorer			180 000,00 \$

Dans cet exemple, toutes les entreprises énumérées sont des entreprises autochtones. Les entreprises non autochtones ne seraient pas incluses dans un rapport d'avancement du PPA.

Le modèle ci-dessus serait considéré comme acceptable puisqu'il fournit suffisamment d'information pour que le Canada puisse évaluer les progrès accomplis par l'entrepreneur dans la réalisation de ses engagements pris dans le PPA. Si, dans cet exemple, l'ensemble du contrat devait s'étaler sur une période de 18 mois, le présent rapport couvrirait un tiers de cette durée, et le Canada pourrait formuler des observations sur le fait qu'un tiers des avantages promis n'ont pas été concrétisés au cours de la période. L'entrepreneur pourrait répondre qu'il avait l'intention d'acheter un volume beaucoup plus important d'outils, de fournitures et de matériaux auprès de la Quincaillerie Gail, mais que des problèmes de chaîne d'approvisionnement ont entraîné une disponibilité très limitée. S'il apparaît clairement que ces développements pourraient avoir des répercussions sur la capacité de l'entrepreneur à respecter les engagements du PPA en matière de propriété autochtone, l'entrepreneur peut suggérer d'autres moyens de respecter l'engagement global. Il pourrait s'agir de trouver un autre fournisseur autochtone pour les matériaux nécessaires ou de fournir des avantages supplémentaires dans les catégories Emploi des personnes autochtones ou Formation et développement des compétences des personnes autochtones. Il n'est pas nécessaire que les avantages apportés appartiennent à la même catégorie que celle pour laquelle l'engagement a été pris à l'origine, mais les avantages fournis doivent être matériellement similaires. Le Canada peut participer activement à la formulation de suggestions permettant à l'entrepreneur de respecter concrètement son engagement initial en matière de PPA.

Ce dialogue continu entre le Canada et l'entrepreneur est l'un des résultats escomptés et des objectifs qui sous-tendent les rapports d'avancement du PPA. L'objectif global doit être de garantir la réalisation des avantages définis dans le PPA de l'entrepreneur.

Emploi des personnes autochtones

Instructions à l'intention de l'entrepreneur

Vous devez fournir au Canada un rapport comprenant les éléments suivants :

- période couverte par le rapport (dates, intervalle de rapport, étapes du projet, depuis le début de l'année, etc.);
- avantages fournis au cours de la période couverte par le rapport (salaires, heures de travail, nombre d'employés autochtones, etc.)
 - le cas échéant, les progrès liés au plan ou au calendrier de mise en œuvre des avantages;
- avantages (engagements) restant à fournir d'ici la fin du contrat (salaires, heures, nombre d'employés autochtones, etc.)

L'exemple suivant montre un rapport qui pourrait être présenté pour des engagements d'un PPA liés à l'emploi.

CRITÈRE DE L'EMPLOI DU PPA – T1 de l'exercice financier (du 1^{er} avril au 30 juin 2022)		
Élément	Type d'emploi ou poste	Taux horaires pour cette période de déclaration
1	Compagnon électricien	2 500,00 \$
2	Apprenti électricien	1 750,00 \$
3	Ingénieur (à embaucher)	0,00 \$
4	Manœuvres générales (moyenne de cinq personnes demandées au cours de la période visée par le rapport)	2 300,00 \$
Total des taux horaires pour cette période de déclaration		6 550,00 \$
Valeur totale des engagements pour le critère de l'emploi du PPA		37 250,00 \$
Engagements pour le critère de l'emploi restant à honorer		26 000,00 \$

Le modèle ci-dessus serait considéré comme acceptable puisqu'il fournit suffisamment d'information pour que le Canada puisse évaluer les progrès accomplis par l'entrepreneur dans la réalisation de ses engagements pris dans le PPA. Si, dans cet exemple, l'ensemble du contrat devait s'étaler sur une période d'un exercice financier, le présent rapport couvrirait un quart de cette durée, et le Canada pourrait formuler des observations sur le fait qu'un quart des avantages promis n'ont pas été concrétisés au cours de la période. Toutefois, dans ce cas, l'entrepreneur pourrait indiquer que la période de déclaration comprend une période d'intégration, et que, même si le poste d'ingénieur est toujours vacant, il peut compter sur un bassin de candidats autochtones. Une fois qu'il aura été embauché, le salaire élevé de ce poste compensera tout manque à gagner apparent en vue de la réalisation des engagements pour l'emploi dans le PPA.

Ce dialogue continu entre le Canada et l'entrepreneur est l'un des résultats escomptés et des objectifs qui sous-tendent les rapports d'avancement du PPA.

Formation et développement des compétences pour les personnes autochtones

Instructions à l'intention de l'entrepreneur

Vous devez fournir au Canada un rapport comprenant les éléments suivants :

- période couverte par le rapport (dates, intervalle de rapport, étapes du projet, depuis le début de l'année, etc.);
- avantages fournis au cours de la période couverte par le rapport (heures de formation, objectif de formation, nombre de stagiaires autochtones, salaires des stagiaires, etc.)
 - le cas échéant, les progrès liés au plan ou au calendrier de mise en œuvre des avantages;
- avantages (engagements) restant à fournir d'ici la fin du contrat (heures de formation, objectif de formation, nombre de stagiaires autochtones, salaires des stagiaires, etc.)

L'exemple suivant montre un rapport qui pourrait être présenté pour des engagements d'un PPA liés à la formation et au développement des compétences pour les personnes autochtones.

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DU PPA – Jalon 1 de 2			
Élément	Type de formation	Objectif de la formation	Heures de formation pour la période de déclaration
1	Apprenti électricien (2 stagiaires)	Les heures de formation contribueront à l'obtention par les stagiaires de la certification d'électricien professionnel de niveau 1.	500 h
2	Soudeur désigné Sceau rouge	Les heures de formation contribueront à la progression du stagiaire vers l'obtention d'une mention Sceau rouge pour le certificat de soudage.	200 h
3	Main-d'œuvre générale (2 stagiaires)	Formation en cours d'emploi pour la main-d'œuvre générale	50 h
Nombre total d'heures pour la période de déclaration			750 h
Total des engagements pour la formation et le développement des compétences pris dans le PPA			2 000 h
Engagements pour la formation et le développement des compétences pris dans le PPA restant à honorer			1 250 h

Le modèle ci-dessus serait considéré comme acceptable puisqu'il fournit suffisamment d'information pour que le Canada puisse évaluer les progrès accomplis par l'entrepreneur dans la réalisation de ses engagements pris dans le PPA. Dans cet exemple, le jalon 1 couvre la moitié de la durée complète du contrat, et le Canada peut commenter le fait que seulement environ un tiers des avantages promis ont été réalisés au cours de la période de la déclaration. Dans ce cas, l'entrepreneur peut noter qu'il avait initialement embauché deux stagiaires dans la catégorie de la main-d'œuvre générale, mais que, après qu'une courte formation, les deux ont décidé d'accepter d'autres possibilités ailleurs. Le Canada peut travailler avec l'entrepreneur pour déterminer d'autres possibilités de formation pour les Autochtones, ou des avantages du PPA dans une autre catégorie, afin d'assurer l'obtention de résultats sensiblement pareils ceux de l'engagement initial.

Ce dialogue continu entre le Canada et l'entrepreneur est l'un des résultats escomptés et des objectifs qui sous-tendent les rapports d'avancement du PPA.



ANNEXE H

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA SÉANCE INDIVIDUELLE CLASSIFIÉE SUR LE RPT

Conformément à l'annexe D, le lieu où répondre au besoin énoncé dans la demande de propositions (DP) sera divulgué lors d'une réunion individuelle. La Couronne ne répondra PAS aux questions et ne discutera PAS du besoin avec les entrepreneurs. Deux membres du personnel pourront y assister par entreprise qui souhaite présenter une soumission. Seules les personnes qui détiennent une attestation de sécurité de niveau secret émise par Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pourront y assister. La séance se déroulera en anglais, puisqu'il s'agit de la langue choisie par les fournisseurs à l'étape de la demande de renseignements. Chaque entrepreneur doit donner le nom d'un maximum de deux représentants qui assisteront à la réunion individuelle. Les entrepreneurs et les personnes choisies doivent remplir et signer des ententes de confidentialité. Consultez les pièces jointes 1 et 2 à la présente annexe.

La réunion individuelle permettra aux entrepreneurs participants d'en savoir plus sur le lieu où répondre au besoin de Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC).

Les entrepreneurs ne sont pas obligés d'y assister, mais ils ne connaîtront pas le lieu exact autrement. Les soumissionnaires qui n'y assistent pas sont tout de même invités à répondre à la présente DP.

DÉTAILS CONCERNANT LA RÉUNION INDIVIDUELLE

Date : Mercredi 7 février 2024

Adresse : Barrière 1
Ministère de la Défense nationale
Quartier général de la Défense nationale (Complexe Carling)
3500, promenade Moodie
Ottawa (Ontario) K2H 8G1
Canada

Classification de sécurité : Attestation de sécurité de niveau **SECRET**

Remarque : Les participants de l'extérieur peuvent utiliser le stationnement journalier près de la barrière 1, mais le nombre de places est limité.

Date limite d'inscription : 17 janvier 2024, 15 h (heure normale de l'Est)

Le jour même :

Les représentants de l'entrepreneur doivent se présenter à la barrière 1, située du côté ouest du bâtiment, à l'heure désignée. Un représentant de la Couronne les rejoindra et les aidera à s'enregistrer à l'entrée. Une pièce d'identité avec photo délivrée par le gouvernement est obligatoire.

Le représentant de la Couronne les accompagnera jusqu'à la zone sécurisée. Prévoir une marche de 10 à 15 minutes de la barrière 1 à la zone sécurisée. Lorsque la zone sécurisée sera prête, les représentants de l'entrepreneur y pénétreront et auront jusqu'à 30 minutes pour lire l'annexe D classifiée. La Couronne ne répondra à aucune question.

Le représentant de la Couronne escortera ensuite les représentants de l'entrepreneur jusqu'à la barrière 1 et les aidera à s'enregistrer à la sortie.



EXIGENCES RELATIVES À L'INSCRIPTION

Renseignements requis :

Les entrepreneurs qui souhaitent s'inscrire à une réunion individuelle doivent transmettre les renseignements demandés ci-dessous d'ici le *17 janvier 2024 à 15 h (heure normale de l'Est)* :

1. le nom de l'entreprise;
2. le nom complet, le titre de poste, la citoyenneté et la date de naissance de chaque fournisseur ou employé présent;
3. l'attestation de sécurité et le numéro du dossier d'identification de sécurité du personnel (s'il y a lieu) de chaque fournisseur ou employé présent;
4. la date de visite, ;
5. la raison de la visite;
6. le courriel et le numéro de téléphone pour joindre chaque participant;
7. les ententes de confidentialité signées par l'entreprise et les participants sous la forme indiquée à la pièce jointe ?? à retourner à l'autorité contractante nommée dans le présent document (une copie numérisée transmise par courriel est acceptable).

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN: DOSSIER TPSGC No W7714-228152

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET, délivrée par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau SECRET, ou FIABILITÉ, tel que requis, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
3. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS RESTREINTS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, **doivent être citoyens de l'Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni ou des États-Unis d'Amérique, doivent être résidents permanents du Canada** et doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau SECRET, ou FIABILITÉ, tel que requis, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
4. L'entrepreneur NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS hors des établissements visés; et l'entrepreneur doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
5. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
6. L'entrepreneur doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe _____;
 - b) du *Manuel de la sécurité des contrats* (dernière édition).



Chaque entrepreneur ou fournisseur sera autorisé à s'inscrire à une séance d'une durée de 30 minutes

Le transport, l'hébergement, les repas, le stationnement et toute autre dépense sont la responsabilité des participants.

Veillez communiquer avec les personnes suivantes pour vous inscrire à une réunion individuelle classifiée :

Paul Lacoursiere

Téléphone cellulaire : 343-551-1529

Paul.Lacoursiere@tpsgc-pwgsc.gc.ca,

Services publics et Approvisionnement Canada

11, rue Laurier, Gatineau (Québec) K1A 0S5

Veillez privilégier les communications par courriel pour les questions non classifiées.

RÈGLES DE PARTICIPATION

En s'inscrivant à une réunion individuelle, les participants acceptent les règles de participation énoncées dans la présente annexe.

QUESTIONS AVANT LA RÉUNION INDIVIDUELLE CLASSIFIÉE :

Les entrepreneurs peuvent toujours transmettre des questions ou des commentaires officiels non classifiés par écrit à l'autorité contractante mentionnée ci-dessus en réponse à la DP.

QUESTIONS CONTENANT DES RENSEIGNEMENTS CLASSIFIÉS

Les entrepreneurs ne doivent pas envoyer par courriel des questions qui contiennent des renseignements classifiés de niveau SECRET. Cette règle comprend toute référence aux détails énoncés dans l'annexe C.

LANGUE

Tous les documents seront disponibles en anglais et en français.



SÉANCE INDIVIDUELLE

Date : Mercredi 7 février 2024

Adresse : Barrière 1
Ministère de la Défense nationale
Quartier général de la Défense nationale (Complexe Carling)
3500, promenade Moodie
Ottawa (Ontario) K2H 8G1
Canada
Salle à confirmer

Description de la salle : Classifiée

Heure : De 8 h 30 à 15 h 30

Remarque : En raison de la nature des renseignements dont il sera question, tous les participants doivent détenir une attestation de sécurité de niveau secret valide.

DATES	PLAGES HORAIRES	NOM DE L'ENTREPRENEUR QUALIFIÉ
Mercredi 7 février 2024	8 h 30 à 9 h 30	
	9 h à 10 h	
	9 h 30 à 10 h 30	
	10 h à 11 h	
	10 h 30 à 11 h 30	
	11 h à 12 h	
	13 h à 14 h	
	13 h 30 à 14 h 30	
	14 h à 15 h	
	14 h 30 à 15 h 30	

Remarque : Les plages horaires prévues seront assignées en fonction de l'ordre de réception des inscriptions par l'autorité contractante.

Par exemple, si deux entrepreneurs demandent la même plage horaire, celui ayant soumis sa demande en premier l'obtiendra.